



32<sup>ème</sup> Réunion Annuelle de l'Institut du droit des affaires internationales d'ICC

# FINANCEMENT DES PROCÉDURES ARBITRALES PAR UN TIERS

Paris | 26 novembre 2012

*This brochure is available in English at [www.iccevents.org](http://www.iccevents.org)*

**Date:** Lundi 26 novembre 2012

**Lieu:** Siège d'ICC  
38, Cours Albert 1er | 75008 Paris, France

Crédits  
8 Crédits CLE  
6.75 Crédits MCLE  
6.5 Heures CPD\*  
6.5 Heures CNB\*

## Objectifs

Tant l'arbitrage commercial international que l'arbitrage international d'investissement connaissent un essor fulgurant cette dernière dizaine d'années. Cependant, les procédures d'arbitrage peuvent se révéler très coûteuses et leur financement pose parfois la délicate question d'un accès équitable à la justice arbitrale.

La solution qu'est le financement des procédures d'arbitrage par un tiers est, il faut le reconnaître, et cela malgré certaines réticences, un état de fait dans le monde arbitral. Contrairement aux pays continentaux, les pays anglo-saxons en ont d'ailleurs déjà une certaine expérience.

Cette conférence a tout d'abord pour but d'aborder dans une première partie les différentes techniques de financement spécifiques à l'arbitrage international, et traitera dans une seconde partie de certaines questions juridiques liées à ce genre de financement ainsi que des réactions que peuvent en avoir les praticiens de l'arbitrage international.

Cette Réunion Annuelle est un nouvel apport de l'Institut du droit des affaires internationales d'ICC à la réflexion sur les pratiques les plus récentes en matière d'arbitrage international, avec la volonté de contribuer à ce que leur développement soit conciliable avec les principes fondamentaux qui garantissent les droits des parties.

*Les actes de la conférence seront en principe publiés dans la série des Dossiers de l'Institut, et une copie sera envoyée à toute personne qui s'inscrit à cette Réunion Annuelle.*

## A qui s'adresse cette conférence ?

Tous les professionnels impliqués dans le commerce international et la résolution des différends : avocats, arbitres, des magistrats, des universitaires et des conseillers juridiques.

## L'Institut du droit des affaires internationales d'ICC

L'Institut du droit des affaires internationales d'ICC est un "think-tank" qui travaille étroitement avec la Cour internationale d'arbitrage d'ICC. Il est composé de 44 membres de 23 nationalités, tous des professionnels ou des universitaires expérimentés dans le droit du commerce international ou l'arbitrage commercial international.

Créé il y a plus de trente ans, l'Institut a pour vocation d'apporter au monde juridique des travaux de recherche, des séminaires de formation et des informations sur le développement du droit des affaires internationales. Afin de rester fidèle à sa philosophie d'excellence, l'Institut propose des formations, des conférences et des publications sur différents sujets relatifs au droit du commerce international.

## Sponsorisé par

Calunius  
Capital



## Partenaire média



Chambre de commerce internationale

L'organisation mondiale des entreprises

Formation et conférences



\* Cette conférence est en cours d'homologation auprès du CPD et CNB

CONFÉRENCE



32<sup>ème</sup> Réunion Annuelle de l'Institut du droit des affaires internationales d'ICC

# FINANCEMENT DES PROCÉDURES ARBITRALES PAR UN TIERS

Paris | 26 novembre 2012

## PROGRAMME

### MATIN

09.00-12.45

08.30

Enregistrement

#### Allocation de bienvenue et introduction

#### Vue d'ensemble du financement de l'arbitrage

- Accès à la justice et principe d'équité procédurale  
«La richesse a bien le monopole de la justice sur la pauvreté» (Jeremy Bentham)
- Les risques en partie supportés par les avocats  
Conventions d'honoraires conditionnels (Etats-Unis et Royaume-Uni), *pactum de quota litis* (pays de droit civil) et autres formes de *success fees*
- Assurance en arbitrage  
Assurance pré- et post-événement - Vente et affectation d'actions en justice et de décisions arbitrales - Financement par un tiers et «créances d'arbitrage»
- L'industrie moderne du financement par un tiers  
Origine et développement - Sources de financements - Type de financiers et degré d'expertise: financiers occasionnels c. financiers fréquents - Analyse des mécanismes et des structures de financement, incluant les structures pour les défendeurs

Questions et discussion

#### La décision d'investir dans des demandes

- Objections opposées au financement par un tiers  
Questions d'éthique - Doctrines de *maintenance*, *champerty* et *barratry*; usure; paris illégaux en arbitrage; exploitation
- Maîtrise des coûts dans la résolution des conflits  
Egalité dans la situation des parties - Analyse économique du retour sur investissement - Exemples d'investissements rentables dans un contexte de financement par des tiers
- *Due diligence* et évaluation des risques et des résultats
- L'accord de financement et les éléments importants à considérer lors de la négociation de cet accord

- Rémunération  
Pourcentage de recouvrement c. intérêts qui continuent de courir avec le temps
- Garanties  
Gages immobiliers ou hypothèques immobilières pour sécuriser l'amortissement des frais des financiers

Questions et discussion

12:45 - 14:30

Déjeuner

### APRÈS-MIDI

14:30 - 18:00

#### Financement par un tiers et procédure d'arbitrage

- Confidentialité, transparence et secret professionnel
- Comment savoir si la partie adverse est financée par un tiers ?
- Conflit d'intérêt des avocats - Indépendance et impartialité des arbitres
- Le rôle des tiers financiers dans la procédure  
Production de documents, témoignage, arguments de droit, négociation d'accords, résiliation du contrat de financement - Quand est-ce pertinent ?

- Questions liées aux coûts

Questions et discussion

#### Financement par un tiers en matière d'arbitrage d'investissement - Financement par un tiers et contentieux dérivé

- Points spécifiques à considérer lors du financement d'un Etat-partie
- Une invitation aux actions de groupe dans l'arbitrage d'investissement impliquant un Etat
- Abaclar et Autres c. Argentine et l'opinion dissidente
- Retours d'expérience suite au financement par un tiers de l'affaire Lago Agrio
- Demandes de communication des pièces devant les tribunaux locaux et mesures intérimaires contre les tiers financiers - Le rôle des tiers financiers dans l'exécution des sentences - Recouvrement des frais du financier
- Une réglementation nationale, internationale ou des recommandations sont-elles nécessaires? Quelles sont les mesures à prendre *de lege ferenda*?

Questions et discussion

#### Synthèse et conclusions

Cocktail



32<sup>ème</sup> Réunion Annuelle de l'Institut du droit des affaires internationales d'ICC

# FINANCEMENT DES PROCÉDURES ARBITRALES PAR UN TIERS

Paris | 26 novembre 2012

## Président de l'Institut du droit des affaires internationales d'ICC

- **Yves Derains**, Associé-fondateur, Derains & Gharavi, France; Ancien Secrétaire Général, Cour Internationale d'Arbitrage d'ICC

## Co-présidents de la Réunion Annuelle 2012 de l'Institut du droit des affaires internationales d'ICC

- **Bernardo M. Cremades**, Associé-fondateur, B. Cremades y Asociados, Espagne; Membre du Conseil, Institut du droit des affaires internationales d'ICC
- **Antonias C. Dimolitsa**, Associée-fondatrice, A. Dimolitsa & Associates, Grèce; Vice-présidente, Institut du droit des affaires internationales d'ICC

## Orateurs

- **Georges Affaki**, Membre du comité exécutif et Responsable de financements structurés, CIB Legal, BNP Paribas, France; Vice-président, Commission bancaire d'ICC; Membre du Conseil, Institut du droit des affaires internationales d'ICC
- **Christopher P. Bogart**, Directeur Général, Burford Group, New York, Etats-Unis
- **Antonio Crivellaro**, Avocat associé en charge de l'équipe d'arbitrage, Bonelli Erede Pappalardo, Italie; Membre du Conseil, Institut du droit des affaires internationales d'ICC
- **Hamid Gharavi**, Avocat associé, Derains & Gharavi, France
- **Mark Kantor**, Arbitre indépendant, Washington DC, Etats-Unis
- **Charles Kaplan**, Avocat à la Cour; Avocat associé, Herbert Smith, France; Membre associé, Institut du droit des affaires internationales d'ICC
- **Carolyn Lamm**, Avocate associée, White & Case LLP, Washington DC, Etats-Unis
- **Laurent Lévy**, Avocat associé, Lévy Kaufmann-Kohler, Suisse; Membre du Conseil, Institut du droit des affaires internationales d'ICC
- **Maxi Scherer**, Conseiller spécial, Wilmer Cutler Pickering Hale and Dorr LLP; Conférencier en arbitrage international, Queen Mary, Université de Londres, Royaume-Uni
- **Timothy Scrantom**, Directeur Général, BlackRobe Capital Partners LLC, New York, Etats-Unis
- **Selvyn Seidel**, Président, Fulbrook Management LLC, New York, Etats-Unis
- **Ignacio Torterola**, Conseiller spécial, Foley Hoag LLP, Washington DC, Etats-Unis
- **James E. Tyrrell**, Associé directeur régional, Patton Boggs LLP, Newark, Etats-Unis

ORATEURS



32<sup>ème</sup> Réunion Annuelle de l'Institut du droit des affaires internationales d'ICC

# FINANCEMENT DES PROCÉDURES ARBITRALES PAR UN TIERS

Paris | 26 novembre 2012

## Frais d'inscription

Les frais d'inscription couvrent les documents de travail, le déjeuner et le cocktail, ainsi qu'une copie de la publication regroupant les actes de la conférence, si elle a lieu, dans la série des Dossiers de l'Institut. Les frais de séjour et de voyage ne sont pas compris dans les frais d'inscription.

### Avant le 14 septembre 2012 "Tarif spécial"

- ☐ Membres ICC: **€690\*** (€825.24)
- ☐ Non-membres: **€790\*** (€944.84)

### Après le 14 septembre 2012

- ☐ Membres ICC: **€890\*** (€1,064.44)
- ☐ Non-membres: **€990\*** (€1,184.04)

\*sans TVA 19,6%. Veuillez noter que depuis 2011, selon l'article 53 de la Directive Européenne 2006-112CE, ICC Services doit ajouter la TVA à ses prix. Vous avez la possibilité de demander un remboursement de la TVA par l'intermédiaire de votre administration fiscale locale (si vous n'êtes pas un membre de l'UE, il vous faut solliciter un représentant fiscal français pour obtenir votre déduction de TVA).

## Comment s'inscrire

**Plus facile et plus rapide: inscrivez-vous en ligne** (Paiement sécurisé par carte de crédit) sur **www.iccevents.org**

Ou complétez et retournez le bulletin d'inscription en indiquant le mode de règlement à:

**Courriel:** events@iccwbo.org

**Tél:** +33 1 49 53 30 42

**Fax:** +33 1 49 53 30 30

**Courrier:** ICC Services, Training and Conferences, 38, Cours Albert 1er, 75008 Paris, France

L'inscription sera confirmée dès réception du bulletin d'inscription accompagné des frais d'inscription.

Pour profiter des tarifs spéciaux, veuillez noter qu'ICC Services doit recevoir impérativement le paiement avant la date limite.

## Organisation du voyage et hébergement

L'organisation du voyage et la réservation des chambres d'hôtel incombent à chaque participant. Une **liste d'hôtels** à Paris avec lesquels l'ICC a négocié des tarifs préférentiels sera envoyée dès réception du bulletin d'inscription.

Une **lettre d'invitation** de la part d'ICC pour faciliter l'obtention d'un visa peut être envoyée à la demande du participant, uniquement après réception du bulletin d'inscription et des frais d'inscription.

## Langues de travail

Français et anglais avec interprétation simultanée.

## Formation professionnelle continue

ICC Formation et conférences est habilitée par la Solicitors Regulation Authority et les Barreaux d'**Angleterre** et du **Pays de Galles**, de **Californie** et de **New York** à dispenser des formations comptant au titre des MCLE/CLE Credits et des CPD points. Cette formation est en cours d'homologation auprès du CNB pour les avocats en **France**. Les avocats exerçant en France peuvent demander le remboursement de ce cours auprès du FIFPL (Fonds Interprofessionnel de Formation des Professionnels Libéraux), sous réserve des modalités et conditions.

## Conditions d'annulation

Seules les annulations formulées par écrit seront prises en considération. Pour toute demande reçue **avant le 26 octobre 2012**, le remboursement des frais d'inscription se fera sous déduction d'une retenue de 50% pour frais de dossier. Pour toute demande reçue après ce délai, les frais d'inscription resteront dus en totalité. Dans ce cas, l'inscription pourra être transférée à une autre personne remplissant les conditions d'admission requises, sous réserve de l'accord du responsable d'ICC Formation et Conférences.

ICC Services se réserve le droit d'annuler cet événement, de faire des modifications aux horaires du programme ou à l'identité des orateurs. Dans l'éventualité de l'annulation de l'événement, les participants se verront remboursés en intégralité. Cependant, ICC Services ne saurait être tenu de rembourser toute dépense annexe incombant au participant.

## Opportunités de partenariat

Cette formation vous offre une occasion unique de construire des partenariats dans le monde entier. Un partenariat vous offrirait une visibilité sans précédent auprès des plus grands décideurs du commerce mondial et/ou dans le réseau de l'arbitrage international. Pour plus de renseignements, veuillez contacter Mme Rodriguez à: **luz.rodriguez@iccwbo.org**

# FINANCEMENT DES PROCÉDURES ARBITRALES PAR UN TIERS

Paris | 26 novembre 2012

## Bulletin d'inscription S 1211

**Date:** 26 November 2012

**Lieu:** Siège d'ICC  
38, Cours Albert 1er, 75008 Paris - France

Inscription en ligne\*  
**www.iccevents.org**  
\*Païement sécurisé par carte de crédit

ou complétez et retournez à  
**events@iccwbo.org**  
**Fax: +33 (0)1 49 53 30 30**

**Informations  
sur le  
participant**  
(Veuillez  
écrire en  
majuscules ou  
imprimer)

Titre (M. /Dr. /Mme /etc.) \_\_\_\_\_  
Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_  
Fonction \_\_\_\_\_  
Entreprise \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Ville/Etat \_\_\_\_\_ Code postal \_\_\_\_\_  
Pays \_\_\_\_\_ Courriel \_\_\_\_\_  
Tél ( \_\_\_\_\_ ) \_\_\_\_\_ Fax ( \_\_\_\_\_ ) \_\_\_\_\_

**Frais  
d'inscription**  
Hors -taxes\*

### Avant le 14 septembre 2012 "Tarif spécial"

☐ Membres ICC: **€690\*** (€825.24)  
☐ Non-membres: **€790\*** (€944.84)

### Après le 14 septembre 2012

☐ Membres ICC: **€890\*** (€1,064.44)  
☐ Non-membres: **€990\*** (€1,184.04)

\*sans TVA 19,6%. Veuillez noter que depuis 2011, selon l'article 53 de la Directive Européenne 2006-112CE, ICC Services doit ajouter la TVA à ses prix. Vous avez la possibilité de demander un remboursement de la TVA par l'intermédiaire de votre administration fiscale locale (si vous n'êtes pas un membre de l'UE, il vous faut solliciter un représentant fiscal français pour obtenir votre déduction de TVA).

Code spécial (NC, etc.)

☐ **Par carte de crédit:** ☐ American Express ☐ Euro/MasterCard ☐ Visa

Numéro de carte \_\_\_\_\_ Date d'expiration \_\_\_\_\_

Nom du titulaire \_\_\_\_\_

☐ **Par virement bancaire: LCL**

Compte N°. 0000060021B Clé RIB 64 Code Banque 30002 Code Guichet 04866  
Swift: CRLYFRPP IBAN: FR61 3000 2048 6600 0006 0021 B64

**Veuillez mentionner la référence "S1211" ainsi que le nom du participant.**

Prière de bien vouloir noter que les frais bancaires sont à la charge du participant.

Date \_\_\_\_\_ Signature \_\_\_\_\_

Les informations recueillies sur ce formulaire seront utilisées pour votre inscription. Elles seront sauvegardées dans les bases d'ICC pour la seule utilisation d'ICC (Chambre de Commerce Internationale et la filiale ICC Services). Conformément à la loi française "informatique et libertés" du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations vous concernant en contactant l'ICC à [registrationevents@iccwbo.org](mailto:registrationevents@iccwbo.org). Les informations recueillies pourront être utilisées par l'ICC pour vous tenir informé des développements dans votre sphère d'activité à travers des publications, abonnements, événements et autres offres commerciales.

☐ Oui ☐ Non

Désirez-vous recevoir des offres commerciales d'organisations associées, en particulier des **comités nationaux d'ICC**:

☐ Oui ☐ Non

Les images et vidéos prises par le personnel d'ICC ou le photographe au cours de cette formation pourront être utilisées ultérieurement, sans autre notification, afin d'illustrer des documents imprimés ou disponibles en ligne tels que des brochures ou autres outils de promotion et faire l'objet de diffusions sur des réseaux sociaux ou sur le site internet d'ICC.

Toute inscription entraîne l'acceptation tacite de cette clause de non-responsabilité à défaut de toute notification manuscrite de non acceptation adressée à l'attention d'ICC Services.

**Mode de  
paiement**

**Protection  
des  
données**

**Clause de non-  
responsabilité**